



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

Arrêté préfectoral portant mise en demeure N° 47-2025-01-10-00007

Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois,
dont le siège social est situé 24 rue du Vieux Pont, Casseneuil (47440)
de respecter les prescriptions relatives aux analyses
de substances per et polyfluoroalkylées
dans ses rejets aqueux

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 47-2017-08-18-004 du 18 août 2017 autorisant la société Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois située à Villeneuve-sur-Lot pour l'exploitation d'une installation ;

Vu le rapport du 4 décembre 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'exploitant est concerné, de par ses activités de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), par l'article 1-I de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-cité ;

Considérant que l'exploitant doit réaliser des analyses des PFAS et AOF sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté du 28 avril 2014 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyses à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF ;

Considérant les dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne

ARRETE :

- **Article 1^{er}** : La Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois (CAGV) dont le siège social est situé 24 rue du Vieux Pont à Casseneuil (47440) est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations comprenant une déchetterie et deux stations de transit de déchets verts et de déchets de bois sise lieu-dit "Rouby Nord" sur le territoire de la commune de Villeneuve-sur-Lot, **dans un délai de un mois**, les prescriptions, de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 Juin 2023 reprises ci-après :

« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé ».

- **Article 2** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

- **Article 3** : Le Secrétaire général de la Préfecture de Lot-et-Garonne, le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le Sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot, le maire de Villeneuve-sur-Lot, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Lot-et-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Agén, le 10 JAN. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,

Cédric BOUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Bordeaux)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.